

CHAPITRE I

**La guerre n'a pas commencé quand les
caméras occidentales se sont allumées**

1.1. Le 24 février 2022 comme point de bascule, pas comme origine absolue

Le 24 février 2022 est une date majeure. Elle doit le rester. Ce jour-là, la Russie lance une invasion à grande échelle de l'Ukraine. Des colonnes militaires franchissent les frontières. Kiev devient une cible stratégique. Des villes sont bombardées. Des millions de civils entrent dans la peur, l'exil, la destruction ou le deuil. L'Europe comprend soudain qu'une guerre de haute intensité n'appartient pas seulement aux archives, aux manuels d'histoire ou aux pays qu'elle regarde habituellement brûler à distance confortable.

Il n'y a aucune élégance intellectuelle à minimiser cette rupture. L'invasion russe de 2022 est une agression militaire majeure. Elle a déplacé le conflit dans une autre dimension : territoriale, humaine, militaire, diplomatique, économique et symbolique. Elle a transformé l'Ukraine en front central de l'ordre européen. Elle a réactivé la peur d'une guerre continentale. Elle a justifié des sanctions massives, des livraisons d'armes, des budgets extraordinaires, une remilitarisation rapide des discours et une réorganisation brutale des dépendances énergétiques.

Mais une rupture n'est pas une naissance.

C'est précisément là que le récit occidental commence à tricher. Pas toujours en inventant. Pas toujours en mentant frontalement. Plus finement : en découpant. Il commence l'histoire au moment où elle devient utile à son propre récit. Il pose le 24 février 2022 comme première page, comme si tout ce qui précède n'était qu'un vieux bruit de fond, un brouillard diplomatique, une préhistoire confuse dont seuls les suspects auraient intérêt à reparler.

Cette opération de cadrage est décisive. Si le conflit commence en 2022, l'Occident entre dans l'histoire comme secouriste. Il arrive après l'agression, avec ses sanctions, ses armes, son aide, ses discours, ses drapeaux, ses sommets et ses grands mots sur la démocratie. Si le conflit commence en 2014, ou même avant, l'Occident n'est plus seulement le témoin tardif d'une invasion. Il devient l'un des acteurs d'un environnement stratégique long, d'un échec diplomatique, d'une architecture de sécurité contestée et d'un jeu de puissances où personne ne se contente de tenir la lampe pendant que les autres font l'Histoire.

Cette nuance ne retire rien à la responsabilité russe dans l'invasion de 2022. Elle retire seulement à l'Occident le confort de se présenter comme s'il découvrait un incendie dans une maison où il n'aurait jamais mis les pieds.

La guerre actuelle n'a pas surgi d'un ciel vide. Elle s'inscrit dans une histoire plus longue : l'indépendance ukrainienne, la relation conflictuelle avec Moscou, les tensions entre orientations européenne et russe, les fractures régionales, Maïdan, la Crimée, le Donbass, les accords de Minsk, les politiques linguistiques, les craintes des pays d'Europe de l'Est, l'élargissement de l'OTAN, les calculs américains, les réactions russes, les hésitations européennes, les humiliations accumulées, les erreurs diplomatiques, les provocations réelles ou instrumentalisées, les peurs légitimes, les récits concurrents et les occasions perdues.

Rappeler cela ne justifie pas l'invasion russe. Il faut le répéter, parce que l'époque adore faire semblant de ne pas comprendre dès qu'une phrase demande plus de deux neurones et demie. Expliquer un enchaînement n'est pas excuser son aboutissement. Situer une guerre dans sa durée

n'est pas blanchir celui qui déclenche l'escalade la plus violente. Examiner ce qui précède un crime n'est pas transformer le criminel en victime.

L'histoire longue n'est pas un tribunal d'absolution. C'est un antidote contre le récit pour adultes pressés.

Le 24 février 2022 est donc un point de bascule. Il est le moment où la guerre devient massive, visible, centrale, européenne, médiatiquement dominante et politiquement exploitable à grande échelle. Il est le moment où l'Ukraine cesse d'être un dossier régional complexe pour devenir le théâtre moral de l'Occident. Il est le moment où les armes deviennent « aide », où les milliards deviennent « solidarité », où les sanctions deviennent « justice », où la remilitarisation devient « lucidité », où le doute devient « ambiguïté ».

Mais ce n'est pas le moment où tout commence.

Le début réel est plus ancien, plus sale, plus lourd à regarder. Il se trouve dans les années de tension entre Kiev et Moscou, dans la place de l'Ukraine entre plusieurs espaces d'influence, dans les promesses occidentales réelles ou perçues, dans les peurs des pays d'Europe centrale et orientale, dans les ambitions russes sur son voisinage, dans la faiblesse européenne, dans l'obsession américaine de préserver son architecture stratégique, dans la crise ukrainienne de 2014, dans l'annexion de la Crimée, dans la guerre du Donbass, dans les accords de Minsk jamais pleinement appliqués, dans la dégradation progressive d'un conflit que beaucoup prétendaient surveiller sans parvenir, ou sans vouloir vraiment, le résoudre.

Le récit officiel préfère commencer au moment où les rôles sont simples. La Russie attaque. L'Ukraine résiste. L'Occident aide. Tout est clair, propre, immédiatement vendable. Le problème est que les conflits réels ont rarement la politesse de commencer au moment où les communiqués sont prêts.

La première manipulation n'est donc pas de dire que la Russie a envahi l'Ukraine. C'est vrai. La première manipulation est de faire comme si cette vérité suffisait à remplacer toute l'histoire.

1.2. Le confort occidental de l'histoire courte

Le récit médiatique occidental aime les histoires courtes. Elles sont pratiques. Elles tiennent dans un bandeau télévisé, une déclaration ministérielle, une publication de réseau social, un slogan parlementaire. Elles offrent un début net, un méchant identifiable, une victime incontestable, un camp à soutenir et une morale facile à distribuer. Elles évitent les détours, les contradictions, les responsabilités croisées et les questions qui obligent à regarder sous la moquette.

L'histoire courte a un confort : elle dispense de mémoire.

Elle permet de parler de la guerre comme si le Donbass n'avait pas connu huit années de conflit avant l'invasion à grande échelle. Elle permet de traiter les populations russophones uniquement comme un prétexte de Moscou, sans regarder leur réalité politique, culturelle, linguistique et mémorielle. Elle permet d'évoquer l'intégrité territoriale de l'Ukraine sans revenir sérieusement sur les accords échoués, les promesses non tenues, les négociations abîmées, les peurs régionales et les calculs des puissances extérieures. Elle permet de dénoncer la propagande russe, nécessairement, mais sans examiner la propagande occidentale, plus propre sur elle, mieux coiffée, plus compatible avec les plateaux lumineux.

La mémoire courte est une technologie de pouvoir. Elle n'efface pas seulement le passé ; elle organise l'impossibilité de le mobiliser.

Celui qui rappelle 2014 devient vite suspect. Celui qui parle de Minsk est accusé de relativiser. Celui qui évoque les morts du Donbass avant 2022 est soupçonné de réciter Moscou. Celui qui mentionne les tensions linguistiques devient un auxiliaire du Kremlin. Celui qui replace l'OTAN dans l'équation est accusé de détourner la responsabilité russe. Celui qui demande pourquoi la diplomatie a échoué est prié de choisir entre morale et trahison.

Le passé n'est pas nié frontalement. Il est rendu sale.

C'est une méthode très efficace. Il suffit de faire comprendre au public que certaines dates sont dangereuses. Pas fausses : dangereuses. Elles ne sont pas interdites ; elles deviennent moralement contaminées. On peut encore les prononcer, mais avec des gants, un certificat de loyauté et trois précautions oratoires pour prouver qu'on n'a pas dormi dans un bunker russe.

Le débat public moderne adore cette forme de liberté surveillée. Personne ne t'empêche officiellement de penser. Certaines pensées arrivent simplement déjà menottées.

Pourtant, 2014 n'est pas un détail. C'est une fracture majeure. L'Ukraine bascule dans une crise politique profonde. Maïdan ouvre une séquence à la fois populaire, politique, géopolitique et conflictuelle. La Crimée est annexée par la Russie après une opération contestée et condamnée par une grande partie de la communauté internationale. Le Donbass entre dans une guerre qui fera des morts, des blessés, des déplacés, des ruines et une société durablement militarisée. Des lignes de front s'installent. Des récits concurrents se solidifient. Kiev, Moscou, Washington, Bruxelles, Berlin, Paris et d'autres acteurs apprennent à utiliser le conflit comme levier diplomatique, stratégique ou symbolique.

L'histoire courte permet de faire disparaître ce terrain. Elle transforme un conflit long en agression soudaine. Elle ne supprime pas la responsabilité russe ; elle simplifie tout ce qui permettrait de comprendre pourquoi cette responsabilité s'inscrit dans une chaîne plus vaste d'échecs, de provocations, de calculs et de silences.

Le Donbass devient alors un décor secondaire. Les accords de Minsk deviennent une note de bas de page. Les tensions entre pouvoir central ukrainien et régions orientales deviennent un sujet suspect. La question linguistique devient un piège. Les responsabilités européennes deviennent une brume. Les intérêts américains deviennent une obsession de gens mal intentionnés. Les profits de guerre deviennent un détail déplacé. Les citoyens européens qui paient deviennent des ingrats dès qu'ils posent une question.

Cette mécanique ne consiste pas à produire un mensonge total. Elle produit quelque chose de plus efficace : une vérité amputée.

La Russie a envahi l'Ukraine. C'est vrai. L'Ukraine résiste à une agression. C'est vrai. Des civils ukrainiens souffrent. C'est vrai. L'Occident aide massivement Kiev. C'est vrai. Mais si ces vérités deviennent les seules autorisées à structurer le regard, elles se transforment en mur. Elles ne servent plus seulement à comprendre. Elles servent à empêcher de regarder autour.

Le récit occidental ne fonctionne donc pas seulement par propagande grossière. Il fonctionne par sélection. Il choisit les morts qui deviennent centraux. Il choisit les dates qui deviennent fondatrices. Il choisit les responsabilités qui deviennent visibles. Il choisit les mots qui deviennent acceptables. Il choisit les questions qui peuvent être posées sans salir celui qui les pose.

Voilà pourquoi l'histoire courte est si confortable. Elle donne l'impression de la clarté. En réalité, elle réduit le champ de vision.

Et quand un public ne voit plus qu'un morceau du réel, il peut être sincèrement ému, sincèrement indigné, sincèrement solidaire, tout en étant déjà politiquement orienté. Ce n'est pas contradictoire. Une émotion juste peut être utilisée dans un cadre qui ne l'est pas.

L'Occident n'a pas inventé la souffrance ukrainienne. Elle existe. Il ne l'a pas fabriquée. Il l'a cadrée. Il l'a hiérarchisée. Il l'a intégrée dans un récit où ses propres décisions apparaissent comme la seule réponse possible, et où toute contestation de cette réponse devient moralement douteuse.

C'est cela, le confort de l'histoire courte : elle ne demande pas au citoyen de comprendre. Elle lui demande de ressentir dans le bon sens.

1.3. Pourquoi l'histoire longue dérange

L'histoire longue dérange parce qu'elle détruit la belle géométrie morale.

Elle oblige à regarder les zones grises, les acteurs multiples, les intérêts accumulés, les responsabilités inégales mais réelles. Elle oblige à reconnaître qu'un agresseur peut exister dans un conflit dont les causes, les escalades et les échecs ne se réduisent pas à lui seul. Elle oblige à distinguer la responsabilité immédiate de l'invasion et les responsabilités plus longues dans la fabrication d'un terrain explosif.

Cette distinction est essentielle.

La Russie porte la responsabilité de l'invasion à grande échelle de 2022. C'est un fait central. Mais réduire toute la guerre à ce seul fait revient à effacer les conditions dans lesquelles cette invasion a pu être préparée, justifiée, annoncée, redoutée, instrumentalisée ou rendue plus probable. Le Kremlin a utilisé l'histoire longue pour légitimer sa guerre. L'Occident a souvent utilisé l'agression russe pour ne plus parler de cette histoire longue.

Les deux méthodes ne se valent pas moralement. Mais elles ont un point commun : chacune choisit ce qui sert son récit.

La pensée sérieuse doit refuser les deux. Elle doit refuser le récit russe qui transforme l'invasion en opération défensive, les chars en protection, l'annexion en réparation historique, la domination impériale en sécurité. Mais elle doit aussi refuser le récit occidental qui transforme l'Ukraine en pur théâtre moral, l'OTAN en décor innocent, l'Europe en puissance généreuse, les États-Unis en simple protecteur, les livraisons d'armes en gestes humanitaires et les citoyens européens en spectateurs priés de payer sans trop regarder la note.

Minsk illustre parfaitement ce malaise.

Les accords de Minsk ne sont pas un détail technique pour spécialistes fatigués. Ils sont au cœur de ce que l'histoire courte préfère ne pas regarder. Avant 2022, une architecture de désescalade existait. Elle était imparfaite, ambiguë, contestée, difficile à appliquer, mais réelle. Elle prévoyait un cessez-le-feu, un retrait d'armes lourdes, des mesures politiques, un statut particulier pour certaines zones du Donbass et un cadre diplomatique destiné à éviter l'escalade. Son échec n'appartient pas à un seul acteur.

Moscou, Kiev, les séparatistes, les parrains européens, les États-Unis en arrière-plan, les dynamiques internes ukrainiennes, les calculs stratégiques et les méfiances mutuelles ont tous

contribué, à des degrés différents, à transformer un dispositif de paix fragile en document de référence que chacun brandissait surtout pour accuser l'autre.

Ce constat ne rend pas la Russie innocente. Il rend le récit plus sérieux.

Car si l'on accepte de regarder Minsk, il devient impossible de raconter la guerre comme un pur surgissement de la barbarie russe dans un ordre européen paisible. Il faut parler d'un conflit gelé qui ne l'était pas vraiment. Il faut parler d'un cessez-le-feu régulièrement violé. Il faut parler d'un territoire habité devenu variable diplomatique. Il faut parler des civils qui vivaient sous tension avant que leur souffrance ne devienne utile au récit global. Il faut parler des puissances qui prétendaient vouloir la paix tout en préparant déjà d'autres scénarios.

L'histoire longue dérange aussi parce qu'elle force à regarder l'OTAN autrement que comme simple abri démocratique. Pour les pays d'Europe de l'Est, l'OTAN a représenté une protection réelle face à la mémoire de l'impérialisme russe ou soviétique. Ignorer cette peur serait stupide. Mais reconnaître cette peur ne signifie pas présenter l'OTAN comme un meuble neutre dans le salon européen. L'Alliance atlantique est aussi une architecture de pouvoir, un système de dépendance militaire, une projection stratégique américaine et un cadre qui limite l'autonomie européenne réelle.

Là encore, le réel refuse de se mettre proprement dans une boîte.

L'élargissement de l'OTAN peut être lu comme une demande souveraine de pays inquiets face à la Russie. Il peut aussi être lu comme une avancée de l'architecture stratégique occidentale vers l'espace post-soviétique. Ces deux lectures ne s'annulent pas. Elles coexistent, et c'est justement cette coexistence qui rend le débat adulte. Le problème, c'est que les récits de guerre préfèrent les phrases plus simples. Elles font moins transpirer les porte-parole.

L'histoire longue dérange ensuite parce qu'elle replace les États-Unis dans l'équation. Pas comme créateurs uniques de la guerre. Cette formule serait trop grossière, trop paresseuse, et trop utile à ceux qui veulent balayer toute critique d'un revers de main. Mais comme acteur stratégique majeur, intéressé, cohérent avec ses propres objectifs : affaiblissement de la Russie, maintien du leadership sur l'Europe, consolidation de l'OTAN, ventes d'armes, réorganisation énergétique, discipline atlantique, influence diplomatique.

Un allié peut aider. Il peut aussi profiter. Les deux ne sont pas incompatibles. C'est même assez banal dans l'histoire des puissances. La nouveauté n'est pas que les États-Unis aient des intérêts. La nouveauté serait de prétendre qu'ils n'en ont pas.

L'histoire longue dérange enfin parce qu'elle oblige à regarder les Européens autrement que comme figurants vertueux. Les citoyens européens ne sont pas seulement des spectateurs généreux devant un conflit lointain. Ils paient. Ils paient par les budgets publics, les effets énergétiques, l'inflation, les priorités militaires, la dette, les sanctions, les contre-effets économiques, la tension sociale, les politiques d'austérité réactivées ailleurs, les services publics qui continuent de se dégrader pendant que les gouvernements découvrent soudain des milliards pour l'urgence géopolitique.

Dire cela ne signifie pas que l'Ukraine ne doit pas être aidée. Cela signifie que l'aide ne doit pas devenir un blanc-seing moral illimité.

Une guerre longue impose toujours une question démocratique : qui décide du coût, de la durée, des objectifs et des limites ? Si cette question devient suspecte, ce n'est plus seulement une guerre extérieure. C'est aussi un problème politique intérieur.

Voilà pourquoi l'histoire longue est dangereuse pour le récit dominant. Elle fait apparaître les intérêts derrière les valeurs, les calculs derrière les slogans, les coûts derrière la solidarité, les dépendances derrière la protection, les échecs derrière l'indignation. Elle rend la guerre moins propre. Donc plus vraie.

1.4. Conclusion

Il ne s'agit pas de déplacer la faute de Moscou vers l'Occident. Ce serait une autre paresse, simplement coiffée dans l'autre sens.

La Russie a envahi l'Ukraine en 2022. Cette responsabilité doit rester nommée. Elle ne se dissout ni dans l'histoire du Donbass, ni dans l'échec de Minsk, ni dans l'élargissement de l'OTAN, ni dans les intérêts américains, ni dans les hypocrisies européennes. Les chars russes ne deviennent pas des métaphores parce que le contexte est complexe. Ils restent des chars.

Mais la responsabilité russe dans l'invasion ne donne pas à l'Occident le droit de raconter toute la guerre comme si elle avait commencé au moment où ses caméras, ses chancelleries et ses rédactions ont décidé qu'elle devenait moralement centrale.

La guerre actuelle est réelle, brutale et meurtrière. Elle doit être nommée sans détour. Mais la raconter comme si tout avait commencé en 2022 est une manipulation de cadrage.

Cette manipulation fonctionne parce qu'elle paraît raisonnable. Le public voit l'invasion. Il voit les bombardements. Il voit les réfugiés. Il voit les discours de Zelensky. Il voit les drapeaux ukrainiens sur les bâtiments officiels. Il voit les livraisons d'armes présentées comme réponse à l'urgence. Il voit les sanctions comme réplique morale. Il voit l'Occident entrer dans le film après le crime. Il en déduit que l'Occident est seulement le témoin devenu sauveteur.

Mais si l'on déplace le début du film, l'image change.

Si le film commence en 2014, l'Occident n'est plus seulement secouriste. Il est aussi acteur d'un conflit long, d'une diplomatie échouée, d'une architecture de sécurité contestée, d'une stratégie d'influence et d'une incapacité européenne à empêcher l'escalade. Si le film commence encore plus tôt, avec l'élargissement de l'OTAN, la décomposition de l'espace post-soviétique, les peurs légitimes des pays d'Europe de l'Est, les ambitions impériales russes, les calculs américains et l'absence d'autonomie européenne, le conte moral devient inutilisable.

Il reste une guerre. Il reste un agresseur. Il reste une victime. Mais il n'y a plus de balcon pur depuis lequel distribuer les rôles.

L'analyse établit une chose précise : le cadrage temporel est un outil politique. Celui qui décide où commence l'histoire décide déjà en partie ce qu'elle signifie.

Si l'histoire commence en 2022, l'aide occidentale apparaît comme une évidence morale. Si elle commence en 2014, elle devient une réponse tardive dans un conflit que l'Europe connaissait déjà. Si elle commence avec Minsk, elle pose la question des accords non appliqués et des responsabilités croisées. Si elle commence avec l'architecture de sécurité européenne post-guerre froide, elle oblige à regarder l'OTAN, la Russie, les États-Unis, l'Europe et l'Ukraine comme acteurs d'un système instable, et non comme personnages d'une fable.

La manipulation de cadrage ne consiste pas toujours à mentir. Elle consiste à décider où commence le film.

C'est pourquoi le public occidental n'a pas seulement été informé de la guerre. Il a été placé devant une version montée du conflit. Les scènes compatibles avec la narration dominante ont été éclairées. Les autres ont été réduites, différées, contextualisées jusqu'à devenir presque invisibles. La brutalité russe a été montrée, souvent à raison. Les souffrances ukrainiennes ont été relayées, souvent à raison. Mais les morts civils d'avant 2022, les ambiguïtés de Minsk, les inquiétudes russophones, les responsabilités occidentales, les intérêts américains, les fragilités ukrainiennes, les profits industriels et le coût social européen ont été traités comme des sujets secondaires, voire comme des signes de mauvaise fréquentation intellectuelle.

Le résultat est une guerre regardée à travers une serrure.

À travers cette serrure, on voit l'agression russe. Il faut la voir. On voit la résistance ukrainienne. Il faut la voir. On voit la nécessité d'aider un pays attaqué. Il faut pouvoir la discuter sérieusement. Mais autour de la serrure, il y a le mur. Et dans ce mur, il y a tout ce que le cadrage empêche de regarder : les années précédentes, les acteurs secondaires, les intérêts cachés, les contradictions du camp soutenu, les coûts imposés aux peuples, les bénéfices de certains secteurs, les échecs diplomatiques et les alternatives rendues imprononçables.

Il faut donc installer la méthode du livre : ne pas accepter le début imposé, ne pas confondre rupture et origine, ne pas laisser l'émotion remplacer la chronologie, ne pas laisser la responsabilité russe servir de bâillon à toute analyse des autres responsabilités.

Il ne s'agit pas de dire que l'Occident a créé la guerre. Il s'agit de dire qu'il a créé une manière utile de la regarder.

Et cette manière utile mérite d'être démontée.

La guerre n'a pas commencé quand les caméras occidentales se sont allumées.

Elle est devenue visible, rentable narrativement, politiquement mobilisable et moralement simplifiable à ce moment-là.

Ce n'est pas la même chose.